

## Sommaire



### Cahier n° 20 : *L'autre 11 septembre des Amériques*

#### Le dossier

"L'autre onze septembre"

*Ricardo Brodsky Baudet*

11 septembre 2003 : où en est l'Amérique latine ? - *Elio Di Rupo*

L'autre 11 septembre des Amériques - *Serge Hustache*

Chili : quel axe entre le bien et le mal ? - *Paul Schillings*

Mercredi 12 septembre 1973 : le monde est plus pauvre aujourd'hui

*François Mitterrand*

"Je ne veux pas oublier "

*Sergio Poblete*

Régler la question de l'impunité régnante

*J. Palma*

Le Chili d'Allende, un point de repère pour construire l'avenir

*Pierre Galand*

Septembre 2003 : premiers bégaiements... d'une nouvelle expression politique ?

*Gaëlle Jullien*

Santiago du Chili : 11 septembre 1973

*Claude Emonts*

Le Collectif d'accueil aux réfugiés du Chili : un héritage

*Jorge Magasich*

L'accueil des réfugiés chiliens : le COLARCH

*Diane de Wouters et Jeanne Roland*

Mémoires d'un combat pour croire en l'avenir

*Anne-Marie Lizin*

L'exil et l'insupportable impunité d'un dictateur

*Rosario Aguilar*

Pour une responsabilité collective

*Victoria Videgain*

Le coup d'État était inévitable

*Carlos Poblete*

L'accueil des réfugiés chiliens en Belgique, un exemple extraordinaire de solidarité

*Paola Peebles Vlahovic*

Chiliens en exil : la fuite, l'accueil, un nouveau départ

*Yolanda Cieters*

Unité populaire : un projet stratégique-culturel

*Marcos Portnoy*

Quilapayun, musiciens citoyens

*Guillermo Garcia Campos*

La culture latino-américaine autrement

*Maria Undurraga*

Les médias au Chili : liberté, résistance et aliénation

*David Cusatto*

La rupture pour vivre ; la création pour guérir

*Estela Undurraga*

L'activation de la mémoire

*Ronnie Ramirez*

L'autre 11 septembre et l'horreur économique

*Marie-José Laloy*

Chili, pays laboratoire

*Jorge Magasich*

Trente ans après, un message d'actualité

*Germain Urrea*

Le gouvernement populaire et les POBLADORAS  
*Teresa Valdés*  
Uruguay : un coup d'État révélateur trois mois plus tôt  
*Fernando Gonzalez Petraglia*  
Les décennies perdues de l'Amérique latine  
*Arnaud Zacharie*  
Les crises de la dette extérieure de l'Amérique  
*Éric Toussaint*  
L'Union européenne et l'Amérique  
*Gustavo Buster*

### **Tous comptes faits**

Et par le pouvoir d'un mot  
*Jean-Pol Baras*

### **Autour de l'éducation permanente**

Vote du décret :

- Intervention du ministre Rudy Demotte à la Commission parlementaire Culture du vendredi 4 juillet 2003
- Discours du ministre Christian Dupont à la séance plénière du 15 juillet 2003
- Discussion générale à la séance plénière du 15 juillet 2003
- Vote à la séance plénière du 15 juillet 2003

### **ACTUALITÉS DE L'ÉDUCATION PERMANENTE**

La Grande Désillusion  
*Joseph E. Stiglitz*  
A quand le droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers non européens ?  
*Véronique ORUBA*  
Intégration? Quelle intégration ?  
*Moustapha BUDCHICH*  
Les relations collectives dans le secteur non marchand  
*Philippe Dryon et Estelle Krzeslo*  
TerrEAU  
*Amis de la terre*  
Revendication de la liberté de penser  
*Johann Fichte*  
Un siècle de photographies en Argentine  
Musée de la Photographie

---

### **11 septembre 2003 : où en est l'Amérique latine ?**

**Il y a juste 30 ans, le 11 septembre 1973, le Président légitime du Chili, Salvador Allende, était renversé par un coup d'Etat militaire et trouvait la mort dans le Palais présidentiel de la Moneda, d'où il tentait, les armes à la main, d'organiser la résistance. La mort tragique du Président Allende, ainsi que la répression barbare qui s'abattit ensuite sur ses partisans, causant des milliers de victimes, montrait à l'évidence qu'au Chili, comme ailleurs en Amérique latine, il n'est pas sans risque de défier les oligarchies nationales et les intérêts des groupes financiers nord américains.**

Certes, le coup d'Etat du général Pinochet n'était pas le premier en Amérique latine, mais il a été éminemment symbolique et a eu un impact déterminant sur l'évolution de l'ensemble du sous-continent.

Rappelons-nous le contexte : six ans plus tôt, le commandant Ernesto Che Guevara avait trouvé la mort dans la campagne bolivienne. Le héros mythique de la bataille de la Sierra Maestra avait été sommairement exécuté par un pâle sergent des forces spéciales, alors qu'il s'était retrouvé malade, abandonné par la plupart de ses camarades de combat et désavoué par les paysans boliviens qu'il prétendait pourtant libérer par les armes. La mort du Che, et surtout les conditions pitoyables qui l'avaient entourée, avait brisé le rêve quelque peu romantique de tous ceux qui croyaient que la révolution cubaine, en tout cas dans sa méthode de la lutte armée, était exportable.

Aussi, en 1970, la victoire électorale de la coalition d'Unité populaire, conduite par le socialiste Salvador Allende, même si elle avait été étriquée, avait fait naître un nouvel espoir dans les rangs progressistes. Il semblait être devenu possible de changer la société, de la rendre plus juste et solidaire par la voie pacifique, démocratique et dans le respect de l'Etat de droit. Un rêve humaniste était en train de se réaliser, amener les bienfaits de la révolution, sans les excès et les crimes de la révolution. Etait-ce une utopie ?

Avec le recul on s'aperçoit en tout cas que la prise du pouvoir au Chili par la junte fasciste a marqué le début d'un nouveau cycle dans l'histoire latino-américaine. Le " pinochétisme " consacrait l'ère des dictatures militaires caractérisées par l'autoritarisme, la répression bestiale et le puritanisme, mais aussi par la libéralisation radicale des économies sous l'influence de l'école de Chicago... dont les théoriciens et leurs disciples néo-conservateurs occupent aujourd'hui des positions-clés dans l'administration américaine.

Le retour à la démocratie qui s'est généralisé en Amérique latine, depuis une quinzaine d'années - au Chili ce fut en 1988, quand la victoire du " no " au plébiscite organisé et perdu par Pinochet a sonné le glas de la dictature - ne s'est pas accompagné d'un changement de cap au plan économique. Tout au contraire, quelles qu'aient été les orientations affichées par les partis politiques et les déclarations préélectorales de leurs dirigeants, tous les gouvernements démocratiquement élus ont dans l'ensemble scrupuleusement suivi les recommandations du FMI et de la Banque mondiale, en menant des politiques économiques néolibérales pures et dures. Ce qui a eu partout pour conséquence de concentrer encore davantage les richesses entre les mains des minorités privilégiées et des sociétés multinationales, d'accélérer la paupérisation, voire la marginalisation de la majorité des citoyens, de fragiliser la classe moyenne, et même, dans les cas extrêmes comme en Argentine, de la précariser.

Une autre conséquence catastrophique de ces politiques, c'est que la plupart des pays latino-américains se sont fortement endettés et que le niveau de l'endettement est devenu dans certains cas littéralement insoutenable, ce qui place ces pays en situation de totale dépendance extérieure. L'exemple le plus significatif est celui de l'Argentine dont la dette extérieure s'élevait en 2002 à 147 milliards de dollars, et qui a purement et simplement cessé d'honorer une bonne part du service de sa dette, plus de la moitié, depuis la fin 2001. Cet endettement n'est évidemment pas pour rien dans la tourmente économique, sociale et politique dans laquelle a été plongé le pays ces dernières années. Le Président Nestor Kirchner, au pouvoir depuis le 25 mai 2003, multiplie les efforts en vue d'obtenir les appuis internationaux qui lui permettront de négocier un nouvel accord avec le FMI, l'accord précédent arrivant à échéance à la fin août 2003. En cas d'échec, l'Argentine se verrait contrainte de rembourser 6 milliards de dollars avant la fin de l'année, ce qu'elle n'est évidemment actuellement pas en position de faire. Si l'on en croit les déclarations faites lors de son investiture, le nouveau président argentin n'est cependant pas disposé à accepter tout et n'importe quoi de la part du FMI, dont il considère la responsabilité comme écrasante dans les malheurs qui frappent son pays. Il a déclaré " l'Argentine honorera ses engagements financiers vis-à-vis de ses créanciers internationaux, mais il n'est pas possible de recommencer à payer la dette au prix de la faim et de l'exclusion des Argentins ... "

Quoiqu'à plus petite échelle, l'Equateur offre un autre exemple d'endettement excessif. A l'aube du 3e millénaire sa dette extérieure était de 14 milliards de dollars, soit l'équivalent de son PIB. 40 % du budget annuel de ce pays étaient consacrés au remboursement de la dette, contre seulement 3% à la santé et 3 % à l'éducation. Quand il est arrivé au pouvoir, en remportant les élections présidentielles en novembre 2002, le Colonel Lucio Gutierrez, soutenu par une constellation de partis de gauche et indigènes, avait promis d'être ferme sur la question de la dette. Quelques mois

plus tard il céda sans grande résistance et se pliait aux desideratas du FMI, ce qui n'a évidemment pas été sans provoquer une crise majeure au sein de son gouvernement où des ministres-clés ont démissionné ou ont été limogés. L'état de grâce est terminé pour le président Gutierrez et sa popularité est en chute libre.

L'Amérique latine est multiple et très diversifiée dans ses aspects économiques - certains pays regorgent de richesses naturelles et d'autres pas - et culturels - présence ou non de fortes minorités indigènes, brassage plus ou moins réussi des populations d'origine autochtone, européenne, africaine et asiatique. Il y a cependant un point commun à l'ensemble du sous-continent : il s'agit partout de sociétés duales où les inégalités sont criantes. Dans les villes, les buildings arrogants et les quartiers résidentiels aux villas somptueuses côtoient des bidonvilles où s'accumule la multitude de laissés-pour-compte. Dans les campagnes, les meilleures terres appartiennent aux oligarchies terriennes égoïstes tandis que les " campesinos " sont relégués sur des lopins misérables.

Comme il a été dit plus haut, pratiquement aucun gouvernement démocratiquement élu en Amérique latine n'a jusqu'ici eu la volonté ou les moyens de relever de manière décisive le défi de la répartition inégale des richesses. Par exemple en menant des politiques fiscales justes, en luttant contre la corruption et le clientélisme, ou en assurant à l'ensemble de la population une éducation convenable et une protection sociale dignes de ce nom.

Cette constatation vaut malheureusement aussi pour la plupart des gouvernements qui ont été formés par des partis membres de notre Internationale Socialiste. Certains d'entre eux ont mené une action courageuse qui a fortement contribué à tourner la page des dictatures militaires pour renforcer les démocraties parlementaires, ce qui n'est en soi déjà pas si mal, convenons-en. Mais l'action de ces gouvernements n'a pratiquement jamais été déterminante pour répondre structurellement, et de manière satisfaisante, aux besoins des couches défavorisées de la population. Le Venezuela, le Pérou, l'Équateur, l'Argentine, la Colombie... voire le Mexique et la République Dominicaine, sont autant d'exemples décevants.

Par leurs échecs, certains des partis de gauche portent une importante responsabilité dans la désorientation des populations et leur perte de confiance dans la démocratie. Cette situation a certainement contribué à favoriser l'arrivée au pouvoir dans plusieurs pays de leaders nationalo-populistes aux convictions démocratiques parfois douteuses.

Faute de présenter une alternative démocratique crédible, le risque est grand également de voir des populations désespérées confier leur destinée à ceux qui prônent les vertus de la lutte armée. L'exemple de la Colombie, avec le danger bien réel de contagion qu'il présente pour les pays voisins, est éloquent à ce sujet.

Cette constatation amène tout naturellement à s'interroger sur la situation de l'Internationale Socialiste. 32 partis provenant de 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont actuellement membres de l'IS ; qu'ils y occupent un statut de membre à part entière, consultatif ou observateur. Mais avons-nous choisi les bons partenaires ?

La réponse n'est pas simple, car si l'Amérique latine est multiple et diversifiée, il en va de même pour la gauche et le centre gauche latino-américain. Les partis, plus ou moins progressistes, membres de l'IS sont d'inspiration souvent très différente. L'éventail est large. Il va d'une sociale démocratie molle et quelque peu équivoque, comme au Venezuela avec l'Action Démocratique, en Colombie avec le Parti Libéral ou en Argentine avec l'Union Civique Radicale, jusqu'aux anciens guérilleros sandinistes du Nicaragua ou du M19 colombien, en passant par les socialistes chiliens et uruguayens ainsi que le Parti de la Révolution Démocratique mexicain. Il y a aussi quelques variantes difficilement classables telles que les populistes bolivariens péruviens de l'APRA ou encore le MIR Bolivien.

Quelques partis de la gauche latino-américaine ont jusqu'à présent refusé d'adhérer à l'IS, la considérant comme trop droitiste. C'est singulièrement le cas du Parti des Travailleurs du Brésil, du Président Lula. C'est aussi le cas de la tendance 'Ibarra' du FREPASO argentin. Ces partis, comme d'autres tels que le Front Farabundo Martí de Libération nationale du Salvador ou encore le MAS vénézuélien assistent cependant régulièrement en tant qu'invités aux principales réunions de l'Internationale.

Tout cela est bien compliqué et une clarification s'impose certainement. Ce devrait être le cas lors du prochain congrès de l'IS qui aura lieu à Sao Paulo les 28 et 29 octobre 2003, avec la présence annoncée du Président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva.

En ce début de siècle, le constat n'était donc pas réjouissant, l'Amérique latine allait mal et s'enfonçait progressivement dans le chaos.

Mais l'espoir renaît. 30 ans après l'assassinat de Salvador Allende, l'arrivée à la présidence au Brésil du leader historique du PT, Lula, le 1er janvier 2003, va-t-elle également marquer le début d'un nouveau cycle dans l'histoire de l'Amérique latine, un cycle positif cette fois ?

C'est en tout cas mon plus grand souhait. Il y a quelques signes vraiment encourageants dont évidemment l'arrivée à la tête de pays importants de la région de leaders de grand format.

Lors de ma rencontre en mars 2000, à l'occasion de son investiture, avec le Président chilien Ricardo Lagos, j'avais déjà été fortement impressionné par son charisme évident, mais aussi par la volonté qu'il affichait d'engager son pays sur la voie d'un développement social et économique équilibré, de l'ancrer résolument dans la démocratie et de chercher l'indispensable réconciliation de la société chilienne, sans pour autant faire l'économie d'un examen objectif du passé et de traduire en justice les principaux responsables des crimes de la dictature.

Il va de soi qu'avant de rencontrer le nouveau président socialiste, je m'étais rendu au cimetière général de Santiago pour m'y recueillir sur la tombe de Salvador Allende, ainsi d'ailleurs que devant le monument commémoratif sur lequel sont gravés les noms des milliers de victimes de la dictature.

La culture de l'impunité est enfin mise à mal. Au Chili, où plusieurs officiers tortionnaires sont poursuivis par la justice, mais aussi en Argentine où, sous l'impulsion du nouveau président Nestor Kirchner, d'anciens militaires recherchés par le juge espagnol Balthazar Garzon pour qu'ils répondent des crimes qu'ils ont commis pendant la dictature, ont été extradés en Espagne.

Après avoir mené une campagne de proximité, visitant personnellement des centaines de villages aux quatre coins du Brésil, en adaptant non pas ses idées qui restent résolument progressistes, mais bien son langage pour le rendre compréhensible pour le peuple, Lula a gagné brillamment le deuxième tour des élections présidentielles. Le PT n'obtient cependant que 91 sièges sur 513 au Parlement de Brasilia et le nouveau président devra donc composer avec les autres partis de gauche, mais aussi avec la droite modérée.

Pendant la campagne, l'un des principaux slogans de Lula a été de " résorber la dette sociale qui s'accumule depuis 500 ans ", sans pour cela néanmoins négliger de respecter les engagements quant au remboursement de la dette financière... Dans ce but il a proposé à son peuple un contrat social : l'extrême pauvreté sera réduite de 50 % en 6 ans.

Pour y arriver, il prétend mener une politique économique dynamique de manière à augmenter la croissance de 6 % par an. Il deviendra alors possible de redistribuer équitablement la richesse et d'élever les bas salaires.

Son projet est d'associer protectionnisme et libre-échange. Il s'agit de relancer la consommation intérieure, tout en améliorant la compétitivité extérieure par une politique industrielle plus efficace. Mais la solution n'est pas uniquement macroéconomique. Lula souhaite véritablement changer de forme de pouvoir en s'attaquant aux groupes d'intérêts financiers et autres, qui contrôlent depuis des décennies tout à la fois les ressources et les institutions du pays. Le défi est gigantesque car pour changer la structure du pouvoir il convient de s'attaquer à la propriété de la terre, contrôler le système financier, contrôler la communication et démocratiser l'accès à l'éducation et à la culture. Tout un programme ...

C'est toujours l'état de grâce, même si les problèmes surgissent rapidement puisque le gouvernement envisage de mettre en œuvre une réforme des pensions de retraites qui égalisera celles de la fonction publique, très favorisées, et du secteur privé.

En Argentine aussi, l'espoir renaît après l'élection surprise à la présidence du pays du candidat de la gauche péroniste, Nestor Kirchner. Au pouvoir depuis 3 mois seulement, le nouveau président a déjà résolument engagé une croisade pour la justice et contre la corruption. Il a déjà remplacé les deux tiers de l'Etat major de l'armée ainsi que la moitié des responsables de la police de Buenos Aires. Les juges ont pour mandat de poursuivre les corrompus et les fraudeurs... et il y a déjà quelques cas exemplaires. Le gouvernement prétend aussi remettre en cause certains contrats de privatisation des entreprises publiques là où il considère que des cadeaux inconsidérés ont été fait à certaines firmes privées, notamment espagnoles.

Enfin, à l'instar de Lula au Brésil, Kirchner a lancé une campagne de lutte contre la faim dotée au départ d'un budget de 150 millions de dollars.

Lula, Lagos et Kirchner sont tous les trois persuadés que la solution aux problèmes de leur pays passe obligatoirement par un renforcement de la coopération régionale. S'ils sont réticents par rapport au projet américain de créer une zone de libre-échange des Amériques, parce qu'ils le considèrent à juste titre déséquilibrée, en revanche ils privilégient l'intégration au sein du Mercosur, de la communauté Andine, voire même du groupe de Rio.

Tout cela va incontestablement dans le bon sens. Cependant, le défi du développement équitable et durable, de la paix et de la stabilité en Amérique latine est loin d'être gagné. La guerre civile en Colombie le montre à l'évidence, tout peut basculer dans le chaos et dans la violence. De plus, le destin des latino-américains ne leur appartient pas totalement et, ici comme ailleurs, la politique égoïste et cynique des néoconservateurs de l'administration Bush peut se révéler dévastatrice.

Dans ce contexte, une étroite coopération entre l'Union européenne et l'Amérique latine peut se révéler extrêmement bénéfique. C'est à cela qu'il convient d'œuvrer.

### **Elio Di Rupo**

Président du Parti socialiste



---

### **L'autre 11 septembre des Amériques**

**Dans leur vision des relations entre les pays comme entre les peuples de notre planète, les actuels responsables nord-américains restent attachés, disons même viscéralement accrochés à une approche strictement unipolaire, c'est-à-dire à l'organisation du monde autour d'une seule et unique grande puissance, la leur. Ils font de leur propre civilisation, du moins celle née, il n'y a que deux siècles, sur les cendres du génocide inconscient des antiques civilisations amérindiennes, le nouveau "phare" de l'humanité.**

Les leaders états-uniens présentent leur idéologie comme porteuse et défenderesse des grands idéaux démocratiques et le capitalisme libéral comme la voie royale vers le bonheur. Depuis le sanglant attentat du 11 septembre 2001 à New York, ils se considèrent en plus comme les garants de la paix et de la sécurité internationales, s'affirmant comme la cible privilégiée de tous les mouvements terroristes. Ils s'arrogent même le droit d'enfermer ceux qu'ils considèrent comme leurs ennemis dans un lieu (Guantánamo) où les principes démocratiques ne sont plus pris en considération.

Dans un ouvrage récent et particulièrement fouillé, paru aux Editions Luc Pire, le ministre d'État Guy Spitaels a montré comment cette approche cherchait aussi à s'imposer, par des relations bilatérales plus moins officielles, à notre vieux continent, et particulièrement à l'encontre des vœux de ses membres les plus anciens, menacés d'être minorisés dans l'actuelle procédure d'élargissement de notre Union.

Même si les médias occidentaux en parlent peu, il est une région du monde qui est actuellement totalement prise dans l'orbite de ce qu'il faut bien appeler une idéologie politique sans partage.

C'est l'autre Amérique, celle du Sud, le continent latino-américain.

A l'heure de la mondialisation, cette partie du monde se trouve dans une alternative: ou s'intégrer dans la zone de libre-échange des Amériques et se retrouver ainsi dans une position subordonnée à leur grand frère du Nord, ou consolider préalablement le bloc sud-américain autour du Brésil et s'affirmer comme un partenaire équilibré dans un monde multipolaire.

Cette seconde branche de l'alternative, qui se concrétise déjà en partie dans l'organisation Mercosur, n'a pu en réalité prendre naissance qu'avec l'arrivée au pouvoir, dans divers pays de la zone, de gouvernements aux tendances progressistes. La plus retentissante fut, en ce début de 2003, l'élection à la tête de l'État brésilien de Lula, porte-drapeau du Parti des travailleurs.

Il est particulièrement nécessaire, à ce moment de l'histoire, de rappeler que ce n'est pas la première fois que l'Amérique du Sud tente l'expérience des valeurs de gauche.

Si le 11 septembre 2001 est devenu une date de référence pour les Américains du Nord, c'est bien plus, pour ceux du Sud, et notamment les habitants du Chili, la date du 11 septembre 1973 qui s'est gravée tragiquement dans toutes les mémoires. Ce jour-là, le président élu, Salvador Allende, trouvait la mort dans son palais présidentiel de la Moneda à Santiago, sous les bombes de l'aviation de son armée, conduite par le général putschiste Augusto Pinochet soutenu par les États-Unis.

Il serait malvenu que, en Europe, l'autre 11 septembre tombe progressivement dans l'oubli. Car, ce jour-là, il est apparu clairement, aux yeux de tous, que la pensée libérale avait aussi ses extrémistes et que, quand ces derniers détiennent le pouvoir, tous les moyens sont bons pour défendre leurs privilèges. Ce n'est pas par un illustre inconnu, un ayatollah ou un taliban, que le président socialiste Salvador Allende fut traité de "fils de pute" à écraser, mais bien par le président démocratiquement élu des États-Unis, Richard Nixon lui-même.

Dans les pages suivantes, nos divers contributeurs évoquent les rôles en coulisses des Kissinger, CIA, ITT et autres, sans oublier l'école économique de Chicago, partisane, jusqu'à l'aveuglement, de la pensée néolibérale.

Nous ne vous proposons pas de lire le récit circonstancié des événements dramatiques qui ont endeuillé le Chili pendant de longues années. Nous vous invitons, dans les pages qui suivent, à des rencontres avec divers témoins de ces années sombres. Ils ne se sont pas contentés de se lamenter sur leur sort mais ont tenté d'analyser les causes des événements et de chercher de nouvelles voies pour l'avenir.

Est aussi largement mise en évidence la création, très rapidement après l'annonce du putsch, du Colarch en Belgique, le collectif pour l'accueil des réfugiés du Chili, une structure fédérative dans laquelle se retrouvèrent bien des mouvements qui partagent les valeurs progressistes. Le fonctionnement de cet organisme est à rappeler en cette période où les réflexes de rejet et d'exclusion semblent dominer le fonctionnement de notre société. Leurs instigateurs comme leurs bénéficiaires, qu'ils soient hommes ou femmes, en parlent avec autant d'enthousiasme que de reconnaissance.

Nous avons aussi largement donné la parole aux artistes car la promotion de la culture était un des points importants du programme du gouvernement Allende. Je voudrais montrer comment la rencontre entre les conceptions européennes et chiliennes fut particulièrement heureuse et a engendré de nouvelles productions artistiques. Elle est encore prometteuse, ici comme là-bas, de nouvelles réalisations. Elle est bien la preuve que la rencontre des cultures et des civilisations n'est pas un choc quand elle est en recherche d'expressions nouvelles, porteuses de l'idéal de liberté.

Au moment d'écrire ces lignes, nous pouvons quand même faire preuve d'un optimisme certain.

- Malgré tous ses efforts, le général Pinochet pourra être jugé par contumace en France, en 2004, sur la disparition de cinq Français; il ne sera pas seul puisque seront également cités à comparaître dix-sept autres anciens militaires, seize Chiliens et un Argentin. Les enquêteurs de la justice française estiment avoir établi la responsabilité décisionnelle du

général Pinochet et celle, opérationnelle, des dix-sept militaires. Quatre victimes françaises étaient considérées par la junte comme proches du pouvoir de gauche renversé le 11 septembre 1973.

- Les autres généraux argentins risquent également de devoir rendre des comptes à la justice, la vieille loi d'amnistie venant d'être récusée par les parlementaires et le président de leur pays.
- Enfin, sera ouvert au mois de janvier 2004, à Santiago du Chili, une délégation permanente de la Communauté française et de la Région wallonne, dont l'aire d'influence s'étendra à l'ensemble de l'Amérique latine.

Cette dernière décision est, si minime soit-elle, une contribution de notre Communauté à la recherche d'une véritable alternative au projet nord-américain, celui d'une grande zone de libre-échange, où les multinationales du Nord règneraient en maîtres. Nous croyons, nous, que les peuples latino-américains doivent rester maîtres de leurs destins. Le regretté président Salvador Allende rêvait déjà, il y a trente ans, de recevoir des appuis extérieurs pour conforter une véritable démocratie dans son pays. A chaque 11 septembre, il faudrait particulièrement s'en souvenir.

### **Serge Hustache**

Secrétaire général de PAC



---

## **Chili : quel axe entre le bien et le mal ?**

**Au terme de la Seconde Guerre mondiale, le procès de Nuremberg a permis aux vainqueurs, en prononçant des condamnations plus ou moins lourdes, de tenter de rendre justice à ceux et celles qui avaient été victimes de l'idéologie nazie. Depuis, dans plusieurs autres conflits à travers le monde, des tribunaux se sont saisis et se saisissent des responsables publics d'actes criminels, qu'ils soient individuels ou collectifs. Aujourd'hui encore, les membres du parti irakien de Saddam Hussein sont menacés de poursuites sévères. Dans tous ces exemples, la ligne semble claire entre les vainqueurs et les vaincus, coupables d'abord de s'être placés eux-mêmes du mauvais côté de la barrière. Au Chili, trente ans après le coup d'État du général Pinochet, la situation est plus confuse.**

Personne ne peut nier qu'il y eut, durant la dictature, des exécutions, des tortures, des disparitions. Est-il possible aujourd'hui de jeter un voile sur ce tragique passé ? A-t-on le droit de transformer le silence des victimes, peu enclines à relater les horreurs vécues, en silence de l'Histoire? La lecture du dossier de notre vingtième Cahier de l'éducation permanente permettra, nous l'espérons, à chaque lecteur de se forger une opinion.

Notre dossier se divise en trois grandes parties.

La première est consacrée - après quelques mots d'introduction de diverses personnalités - aux commentaires de ceux qui vécurent, chez nous, les événements du 11 septembre 1973, soit, pour les Chiliens, en y trouvant un pays d'accueil et des compagnons de lutte, soit, pour nos concitoyens, en mettant sur pied et en gérant un vaste réseau de solidarité. Mais, dans nos colonnes, beaucoup de réfugiés expliquent aussi leur ressentiment en constatant comment ont évolué les événements de l'autre côté de l'océan : est-il possible de bâtir une réconciliation sur la minimisation des actes cruels commis par des militaires, alors qu'une bonne partie d'entre eux ne cachent plus guère leur allégeance aux partisans de la dictature? Il ne s'agit pas que d'allégations gratuites. De nombreux éléments montrent que justice et démocratie ne marchent pas de conserve au Chili. Les exilés de ce pays d'Amérique latine s'estiment encore aujourd'hui très loin de voir leur pays revivre les idées généreuses du temps de l'Unité populaire de Salvador Allende. Le général Sergio Poblete, au rythme où vont les choses, parle même de la nécessité de plusieurs siècles pour y reconstruire un vrai socialisme. Le néolibéralisme y serait, d'après beaucoup de témoignages, entré dans les cœurs et dans les têtes.

Dans une deuxième partie, quelques acteurs culturels évoquent les grands espoirs qu'avait fait naître le gouvernement populaire. Sa politique avait provoqué une extraordinaire et flamboyante explosion des expressions littéraires, musicales, picturales et artistiques. Considérées par les putschistes comme des créations révolutionnaires, elles furent donc éliminées. Ceux qui partirent en exil portèrent cette efflorescence à travers le monde et, aujourd'hui, la conjonction de ces nouvelles libertés et des droits reconnus dans nos pays privilégiés a engendré des créations culturelles tout à fait passionnantes. Il suffit de penser aux projets des sœurs Maria et Estela Undurraga.

Enfin, la troisième partie de notre dossier aborde, de manière plus technique, les événements qui se sont déroulés au Chili ces trente dernières années, en les élargissant à l'ensemble de l'Amérique latine. Après un récit détaillé de tout ce qui s'est passé au Chili jusqu'à ces derniers jours, vous trouverez une large explication sur ce qu'était le programme en quarante points de l'Unité populaire, programme qui n'a guère perdu de son actualité. La place des femmes dans ce processus n'a pas été oubliée. Pour clore ce dossier, l'évolution économique du sous-continent sud-américain est abordé sous trois facettes différentes mais complémentaires : les emprunts et les dettes, les opérations autour du capital, les investissements.

Penser aujourd'hui que la question du Chili nous concerne peu serait une grossière erreur. L'avenir de l'Amérique latine est étroitement lié aux relations que ce continent pourra nouer avec notre Union européenne, ceci pour contrebalancer le projet de monde unipolaire porté par le gouvernement de George Bush. Mais, dans notre relation bilatérale, un élément perturbateur s'est déjà glissé : l'Espagne. Ce pays exploite la proximité de la langue avec les pays hispanophones du sous-continent sud-américain. Elle entend ainsi tirer grand profit de ses relations privilégiées lors de la concrétisation du grand projet économique néolibéral défendu par Washington : une immense zone de libre échange couvrant les deux Amériques. Voilà un autre éclairage sur les raisons de la présence espagnole dans la composition de la coalition militaire ayant mené la guerre en Irak. La mondialisation, comme on le constate, n'est pas qu'une vue de l'esprit. Il est important d'en être conscient.

Bonne lecture !

**Paul Schillings**

Rédacteur en chef des Cahiers